COUR NATIONALE DU DROIT D'ASILE

N° 19054334

M. Sergei ZIABLITSEV

M. Delesalle
Président

Audience du 30 mars 2021
Lecture du 20 avril 2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

La Cour nationale du droit d'asile

(5ème section, 3ème chambre)

Vu la procédure suivante :

Par un recours et des mémoires enregistrés les 29 novembre 2019, 23 décembre 2019, 4 janvier 2020, 24 février 2020, et 23, 29 et 30 septembre 2020, M. Sergei ZIABLITSEV, représenté par Me De Souza, demande à la Cour d'annuler la décision du 30 septembre 2019 par laquelle le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) a rejeté sa demande d'asile et de lui reconnaître la qualité de réfugié ou, à défaut, de lui accorder le bénéfice de la protection subsidiaire.

M. ZIABLITSEV, qui se déclare de nationalité russe, né le 17 août 1985, soutient que :

- il craint d'être exposé à des persécutions du fait des autorités russes en cas de retour dans son pays d'origine en raison de ses opinions politiques du fait de son activité de défenseur des droits de l'homme ;
- en ne mettant pas à sa disposition un interprète certifié, l'Office français de l'immigration et de l'intégration a violé délibérément ses droits de demandeur d'asile ;
- il a été victime d'une mesure punitive d'internement en psychiatrie par les autorités françaises, en raison de ses activités de défense des demandeurs d'asile en France.

Vu :
- la décision attaquée ;
- la décision du bureau d'aide juridictionnelle du 17 janvier 2020 accordant à M. ZIABLITSEV le bénéfice de l'aide juridictionnelle ;
- les autres pièces du dossier.

Vu :
- l'ordonnance du 2 mars 2021 fixant la clôture au 19 mars 2021 à 17h en application de l'article R. 733-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Vu :

- la convention de Genève du 28 juillet 1951 et le protocole signé à New York le 31 janvier 1967 relatifs au statut des réfugiés ;
- le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Jaglale, rapporteure ;
- les explications de M. ZIABLITSEV, entendu en russe et assisté de M. Eganian, interprète assermenté ;
- et les observations de Me De Souza.

Par un supplément d'instruction du 6 avril 2021 ordonné en application de l'article R. 733-29 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, le président de la formation de jugement a invité l'OFPRA à produire des observations complémentaires sur les pièces produites par M. ZIABLITSEV les 26 et 29 mars 2021, avant le 16 avril 2021 à 17h.

Trois notes en délibéré ont été enregistrées le 13 avril 2021 présentées par M. ZIABLITSEV.

Considérant ce qui suit :

1. Aux termes de l'article 1er, A, 2 de la convention de Genève du 28 juillet 1951 et du protocole signé à New York le 31 janvier 1967, doit être considérée comme réfugiée toute personne qui « *craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut, ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays* ».

2. Aux termes de l'article L. 712-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile : « *Le bénéfice de la protection subsidiaire est accordé à toute personne qui ne remplit pas les conditions pour se voir reconnaître la qualité de réfugié et pour laquelle il existe des motifs sérieux et avérés de croire qu'elle courrait dans son pays un risque réel de subir l'une des atteintes graves suivantes : a) La peine de mort ou une exécution ; b) La torture ou des peines ou traitements inhumains ou dégradants ; c) S'agissant d'un civil, une menace grave et individuelle contre sa vie ou sa personne en raison d'une violence qui peut s'étendre à des personnes sans considération de leur situation personnelle et résultant d'une situation de conflit armé interne ou international* ».

3. Pour demander la reconnaissance de la qualité de réfugié ou, à défaut, se voir octroyer le bénéfice de la protection subsidiaire, M. ZIABLITSEV, de nationalité russe, né le 17 août 1985, soutient qu'en cas de retour en Russie, il craint d'être persécuté par les autorités russes, en raison de ses activités de défenseur des droits. Il fait valoir être originaire de Moscou où il travaillait comme chirurgien. En 2016, il a été accusé dans une affaire fallacieuse de menaces de mort à l'encontre d'un policier après avoir saisi à plusieurs reprises la police contre un voisin bénéficiant de liens avec des policiers russes. En raison des menaces dont les avocats

qui comptaient le représenter ont fait l'objet, il n'a pas bénéficié d'une défense effective. Il a donc assuré sa propre défense après s'être formé, et a obtenu gain de cause le 19 décembre 2016. Le procureur a cependant fait appel de cette décision et il a été condamné, le 22 septembre 2017, à deux-cent-cinquante heures de travaux d'intérêt général. En 2017, il a été approché par l'organisation non-gouvernementale (ONG) « Mouvement Civique International « Contrôle Public de l'Etat de Droit » » (MOD « OKP ») pour assurer la défense d'un de leur membre, M. Bokhonov, emprisonné à la suite d'une affaire fallacieuse. Dans le cadre de ses activités de défense des droits, il a notamment publié des preuves de fautes commises par le tribunal tout au long de la procédure. A partir de mi-novembre, il a de ce fait été victime de pressions et de menaces afin de se retirer de l'affaire. Aucune suite n'a jamais été donnée à ses plaintes et il n'a pu réaliser la totalité de ses heures de travaux d'intérêt général, en raison de manœuvres d'un procureur russe souhaitant le faire emprisonner afin qu'il ne puisse plus représenter l'activiste de l'ONG. En février 2018, sa peine de travaux d'intérêt général a été transformée en une peine d'emprisonnement. Craignant pour sa sécurité, il a fui la Russie le 19 mars 2018 en passant par la Biélorussie avant d'entrer en France le 20 mars 2018, accompagné de son épouse et de leurs enfants. Depuis son arrivée en France, il continue ses activités de défenseur des droits en Russie ainsi qu'auprès de demandeurs d'asile sur le territoire français. Son épouse a divorcé et est rentrée en Russie avec leurs enfants. Il a été interné, en représailles, par une décision du préfet des Alpes-Maritimes, d'août à novembre 2020.

4. Il résulte tant de ses déclarations constantes que des très nombreux documents produits, et il n'est d'ailleurs pas contesté par l'OFPRA, que M. ZIABLITSEV a participé à la défense d'un activiste de MOD « OKP » à partir de 2017, M. Bokhonov, et que les autorités russes lui ont interdit de poursuivre ses activités au mois de mars 2018. Ces éléments sont notamment étayés par la note de la division de l'information, de la documentation et des recherches de l'OFPRA intitulée « Le procès d'Alexandre Valerievitch BOKHONOV, membre de l'ONG Mouvement Civique International « Contrôle Public de l'Etat de Droit » » du 11 avril 2019, les copies d'une procuration lui ayant été délivrée par MOD « OKP » le 7 août 2017 pour représenter ce mouvement en justice, un extrait de protocole d'une audience judiciaire du 1er novembre 2017 du tribunal de la ville de Chelkovsky le mentionnant comme défenseur de M. Bokhonov, et une décision du 21 janvier 2018 l'autorisant à défendre ce dernier. De même une plainte adressée à la Cour européenne des droits de l'homme depuis la Russie par le « *Center of Assistance to International Protection* », avec qui il a coopéré à partir de 2017, le mentionne en tant que défenseur dans l'affaire pénale, ce que confirme un courrier du 30 avril 2018 du siège français de l'organisation, de même que divers courriers de la présidente de MOD « OKP » et des courriers, notamment un du 12 mars 2018, de M. Bokhonov, finalement libéré le 6 septembre 2018. De plus, il résulte des éléments produits que le requérant s'est investi activement auprès de ce dernier non seulement en l'assistant à son procès, en voulant notamment user de moyens d'enregistrement, avant d'être finalement interdit d'accès à la salle d'audience, mais également en veillant à la durée et à ses conditions de détention au centre de détention provisoire, le « SIZO », ce qui l'a conduit à dénoncer certains agissements de l'administration pénitentiaire russe et à contribuer à porter certains éléments devant la Cour constitutionnelle russe et la Cour européenne des droits de l'homme.

5. Toutefois, bien que la réalité de ses activités de défenseur des droits pendant une période de quelques mois, entre 2017 et 2018, soit établie, et qu'il résulte des sources publiques disponibles, et notamment du « Rapport 2020/21: La situation des droits humains dans le monde » de l'ONG *Amnesty International*, que les autorités russes tendent à réprimer les défenseurs des droits et les opposants et que les garanties liées à un procès équitable y soient en diminution, M. ZIABLITSEV, qui a fait montre à l'audience devant la Cour d'un

manquement particulièrement notable au devoir de coopération qui lui incombait, n'a pas apporté d'explications suffisamment circonstanciées sur les persécutions qui en auraient découlé de la part des autorités russes. En effet, aucun élément tangible ne vient appuyer ses propos lacunaires sur la transformation illégale par les autorités russes de la peine de travaux d'intérêt général auxquels il avait été condamné, dans le cadre d'une affaire sans aucun lien avec ses activités pour MOD « OKP », en une peine de trente jours d'emprisonnement, ainsi que cela ressort de la décision du 26 février 2018 rendue par la cour du district de Balachikha, et confirmée le 16 juillet 2018 en appel. A ce titre, il s'est borné à soutenir en des termes imprécis et dépourvus d'éléments circonstanciés qu'il s'était continuellement présenté au parc de Balachikha où il devait effectuer sa peine, mais qu'il en avait été empêché par les autorités russes, lesquelles auraient ainsi fait obstacle à ce qu'il effectue la totalité de sa peine. De ce fait, en l'état de l'instruction aucun élément ne permet d'établir qu'il aurait fait l'objet d'une condamnation fallacieuse à une peine de prison, ni même d'admettre qu'il s'agirait de représailles en raison de ses activités de défenseur des droits. De plus, la réalité du caractère controuvé de l'affaire au titre de laquelle il a initialement été condamné à sa peine de travaux d'intérêt général n'est assortie d'aucun élément justificatif, pas plus que n'est établie une tentative des autorités russes de l'impliquer dans une autre affaire au mois de décembre 2017 ou janvier 2018. Par ailleurs, interrogé sur les menaces ou violences ayant visé sa famille, il s'est montré excessivement vague et si, notamment, il a indiqué en des termes peu étayés que son épouse avait subi des intimidations, celle-ci est finalement retournée en Russie, où elle a d'ailleurs demandé le divorce le 6 mai 2019, et il n'allègue, ni n'établit qu'elle y aurait rencontré des difficultés. La seule information que celle-ci lui aurait donné depuis par téléphone qu'il était recherché n'est d'ailleurs assortie d'aucune précision. D'autre part, interrogé sur ses activités actuelles vis-à-vis de la Russie, et sur les craintes qui en découleraient, il a tenu des propos particulièrement imprécis et a fait état, de manière limitée, de la saisine du directeur d'un hôpital psychiatrique, ne permettant pas d'admettre qu'il participerait activement à des activités l'exposant vis-à-vis des autorités russes. De plus, il a fait état, de manière peu cohérente, de craintes vis-à-vis des autorités russes en lien avec son internement en France et de sa condamnation au paiement d'une pension alimentaire à la suite de son divorce, ajoutant à la confusion générale de ses déclarations. Dans ce cadre, le témoignage du « Centre de la protection internationale » à Strasbourg, en date du 30 avril 2018, celui de la présidente de l'ONG MOD « OKP » en date du 16 septembre 2018 ou la lettre du 12 mars 2018 de l'activiste qu'il a défendu, ne faisant que reprendre ses déclarations en des termes similaires et de manière globalement peu étayée, ne permettent pas de pallier les lacunes de ses propos ni d'admettre la réalité des persécutions personnelles alléguées. A ce titre, si le requérant indique que des membres de l'ONG MOP « OKP » ont été impliqués dans des procédures pénales fallacieuses, et que quatre ont été contraints de fuir la Russie en se prévalant d'un courrier de la présidente du 13 mars 2020, reprenant par ailleurs les termes de son courrier du 16 septembre 2018, et d'un courrier non daté de M. S. Voronov, lesquels seraient parmi les personnes poursuivies, aucun élément étayé n'est apporté sur le caractère controuvé de telles procédures, à les supposer même établies, et qui tiennent soit à des actes de diffamation envers les juges punis par l'article 297 du code criminel russe, soit à des violences contre les autorités réprimées par l'article 319 du même code. Au surplus, les deux documents présentés comme l'engagement des procédures concernant la présidente de MOD « OKP », le 5 décembre 2019 et de M. S. Voronov, le 15 février 2019, sont produits sous forme de copies, paraissant surchargées par endroit, de nature à faire douter de leur authenticité. Si le requérant a par ailleurs produit plusieurs articles de presse relatifs à la situation des droits de l'homme prévalant en Russie, ces éléments ne suffisent pas à établir ses craintes personnelles. Les documents en russe non traduits n'ont pas à être pris en compte eu égard aux termes de l'article R. 733-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, de même que les documents judiciaires traduits en tout ou partie

par un traducteur non assermenté dans les conditions prévues par cet article, alors que les photographies prises dans un tribunal ne peuvent qu'attester de son activisme, lequel n'est pas remis en cause, et que la photographie d'une clé usb et les copies de diplômes et d'un livret de travail, sont par eux-mêmes sans incidence sur sa demande.

6. Par ailleurs, les conditions de sortie du pays de Russie de M. ZIABLITSEV, en mars 2018 sont demeurées opaques, bien qu'il ait produit des reçus de billets électroniques des 19 mars 2018, à son nom, celui de son épouse et de leurs enfants pour se rendre à Minsk depuis Moscou ainsi que les reçus d'achat de billets d'avion du 20 mars 2018 pour se rendre à l'aéroport de Paris Charles de Gaulle depuis Minsk. En effet, s'il a produit devant la Cour la copie de la page 46 de son passeport où figure le tampon de la douane de Minsk, cet élément, au surplus difficilement lisible, ne figurait pas sur la même page 46 de la copie produite devant l'OFPRA, alors même qu'il a affirmé à l'audience qu'il s'agissait du même document, et sans qu'il apporte de justification à cette incohérence. De plus, il a produit à l'appui de son itinéraire la copie de cartes d'embarquement attestant uniquement qu'il a effectivement pris l'avion, de Paris vers Nice. Enfin, si le requérant a produit à l'appui de ses activités de défense des droits en France, un courrier en réponse de la Cour européenne des droits de l'homme du 13 décembre 2019 attestant de la réception d'un courrier adressé le 12 décembre 2019 à propos des conditions d'hébergement d'un demandeur d'asile, des articles publiés sur un site de l'association, dont il est le président, à propos de son internement psychiatrique en France indiquant qu'il s'agirait d'un internement punitif, des documents relatifs à la procédure en France contre la mesure d'internement dont il a fait l'objet et de la retranscription de ses déclarations dans une vidéo publiée sur *youtube*, à propos de cet internement, il s'est borné sur ces points à faire état de craintes vis-à-vis des autorités françaises, ce qu'il ne peut utilement invoquer.

7. Ainsi, il ne résulte pas de ce qui précède que le requérant serait personnellement exposé à des persécutions au sens de l'article 1er, A, 2 de la convention de Genève en cas de retour dans son pays ou à l'une des atteintes graves visées par l'article L. 712-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. Dès lors, le recours de M. ZIABLITSEV doit être rejeté.

DECIDE:

Article 1er : Le recours de M. Sergei ZIABLITSEV est rejeté.

Article 2 : La présente décision sera notifiée à M. Sergei ZIABLITSEV et au directeur général de l'OFPRA.

Délibéré après l'audience du 30 mars 2021 à laquelle siégeaient :

- M. Delesalle, président ;
- Mme Cuq, personnalité nommée par le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés ;
- M. Vidon, personnalité nommée par le vice-président du Conseil d'Etat.

Lu en audience publique le 20 avril 2021.

Le président : La cheffe de chambre :

COUR NATIONALE DU DROIT D'ASILE
3ème Chambre
5ème Section
35, Rue Cuvier - 93100 MONTREUIL

H. Delesalle I. Ourahmane

La République mande et ordonne au ministre de l'intérieur en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Si vous estimez devoir vous pourvoir en cassation contre cette décision, votre pourvoi devra être présenté par le ministère d'un avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation dans un délai de **deux mois**, devant le Conseil d'Etat. Le délai ci-dessus mentionné est augmenté d'**un mois**, pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises et de **deux mois** pour les personnes qui demeurent à l'étranger.

FRANÇAIS	La Cour nationale du droit d'asile a décidé de rejeter votre recours
ALBANAIS	Gjykata Kombëtare e të Drejtës së Azilit vendosi të hedhë poshtë apelin tuaj.
ANGLAIS	The National Court of Asylum has decided to reject your appeal.
ARABE	قررت المحكمة الوطنية لحق اللجوء رفض طعنكم.
ARMÉNIEN	Ապաստանի իրավունքի ազգային դատարանը որոշել է մերժել Ձեր դիմումը:
BENGALI	CNDA (আশ্রয়ের অধিকার দানের জাতীয় আদালত) আপনার আবেদন নাকচ করবার সিদ্ধান্ত নিয়েছেন।
CHINOIS	国家避难权法庭决定拒绝您的上诉。
CRÉOLE HAÏTIEN	Lakou Nasyonal Dwa Azil la deside rejete apèl ou a.
ESPAGNOL	La Corte nacional del derecho de asilo decidió rechazar su apelación.
GÉORGIEN	თავშესაფრის უფლების ნაციონალურმა სასამართლომ არ დააკმაყოფილა თქვენი სარჩელი.
LINGALA	Cour nationale ya droit d'asile é teni kopesa yo rejet to é boyi ko ndima makambo na yo.
OURDOU	قومی عدالت برائے سیاسی پناہ گزین کی طرف سے آپ کی اپیل مسترد کر دی گئی ہے۔
PASHTO	د پناه غوښتني ملي محکمې ستاسو اپیل (محکمه) رد کړي.
PERSAN	دیوان ملی حقوق پناهندگی درخواست تجدید نظر شما را مردود اعلام کرد.
PORTUGAIS	O Tribunal Nacional do Direito de Asilo decidiu rejeitar o seu recurso.
RROM	O Nacionalno Krisi vaš e Hakaja e Azilese anda ćhinadipe te ćhudol tumari ruđutni/molba.
RUSSE	Решением Национального Суда по правам беженцев, Ваше обжалование отклонено.
SERBE	Nacionalni sud prava na azil je odlučio odbaciti Vašu žalbu.
SOMALI	Maxkamada qaranka ee ku sahabsan xeerka magangalyada ayaa ka bixisay diidmo xukunkii aad dhigatay
SONINKÉ	Kiitikutira be ga sikki ti xalifamundunden haqun ŋa, aken bara an jaabikutanden xibaaren ŋa.
TAMOUL	தேசிய புகலிட உரிமை நீதிமன்றம் உங்கள் புகலிடக்கோரிக்கை விண்ணப்பத்தை நிராகரிக்க முடிவெடுத்துள்ளது.
TURC	Sığınma Hakkı Ulusal Mahkemesi, itirazınızı reddetmeye karar vermiştir.

Annexe 2

Audience le 30.03.2021 (annexe 2) https://youtu.be/mrA2F4rLQcw

0:00:09.310,0:00:13.371
Lors de l'audience, M. Ziablitsev en tant que personne physique et en tant que représentant de l'Association a reçu des menaces du président du collège:

si des excès de pouvoir et les violations seront enregistrés et mis en accès public, M. Ziablitsev sera donc poursuivi et condamné à une amende.

Nous posons maintenant la question à la présidente de la CNDA:
si cette vidéo sera publiée, cela constituera une violation de la loi du côté du M.Ziablitsev et de l'Association qu'il représente?
Nous voudrions une réponse à l'e-mail.

Après cela, nous publierons cette vidéo avec votre réponse.

0:00:51.050,0:00:57.536
Le 30 mars 2021, je suis arrivé à la CNDA pour mon audience
Au sujet de protection internationale, en tant que défenseur des droits de l'homme.

Dès la première minute, dès que je suis entré dans le hall, les gardes de sécurité n'ont commencé à montrer que moi seul leur partialité.

Que faisaient-ils? Le chef de la sécurité est venu et,sous sa direction, ils ont commencé à me fouiller comme la police pas seulement fouiller mes sacs, mais une fouille personnelle. Ils m'ont demandé d'ouvrir tous les compartiments de mes sacs, me tâtonner même dans les parties intimes de mon corps comme la police, bien qu'ils soient des agents de sécurité, ils n'ont pas de raison légale de le faire.

J'étais contre, mais ils l'ont fait. Ensuite, ils ne m'ont pas autorisé à porter dans la salle mon support de caméra vidéo.

Au début, ils n'ont rien dit sur les téléphones. j'ai mis en audience l'ordinateur et les téléphones. Puis, après une fouille à l'entrée, j'ai été dirigé vers la salle d'attente.

0:01:57.239,0:01:58.837

Je voulais m'asseoir au centre de la salle, mais le chef de sécurité m'a dit: "Non, asseyez-vous là-bas, à la première place avec le bord". Puis ils se sont immédiatement approchés et ont dit: "La vidéo ne peut pas être filmée."

0:02:07.889,0:02:10.394
Ils savaient juste que je filmait quelque chose, ou je peux filmer et ils me l'ont dit d'avance: «Vous ne le pouvez pas faire».

J'ai réalisé que c'était une sorte de parti pris. C'est un faux parti pris.

0:02:23.111,0:02:29.649
Quand j'étais assis là, le chef de la sécurité se tenait à côté et semblait me garder. Il s'est tenu à distance et a parlé à un juge.
Je me suis approché et j'ai demandé: est-ce mon juge ?

Le chef de la sécurité dit: "Non, c'est un avocat." Mais j'ai vu un homme sous la forme de juge. J'ai demandé: "Êtes-vous mon juge?" "Non, je ne suis pas votre juge, mais je suis le juge". En présence du chef de la sécurité, il a dit qu'il était juge.

0:02:55.647,0:03:00.855
J'ai fini par m'asseoir là, mon avocat, maître De Souza, est venu et a commencé à m'expliquer que je devais exprimer 3 points dans ma protection: pourquoi est-il dangereux pour moi de retourner en Russie, qu'elles activités de défense des droits de l'homme je mène en Russie et un troisième point ... Il a simplement montré le spectacle de son travail.

0:03:26.003,0:03:28.828
Ensuite, j'ai été invité à une audience. J'ai vu que, vers la salle d'audience où je serais invité, le chef de la sécurité, apparemment sur les ordres de quelqu'un, a porté un plateau, dans lequel, je suppose, il faudra mettre le téléphone.

0:03:43.559,0:03:46.239
Puis j'ai été invité à l'audience et j'ai vu, que le président de la collège a vraiment ordonné de poser mes téléphones dans ce plateau.

0:03:53.035,0:03:57.714
J'ai enregistré cette conversation sur un enregistrement audio.

0:03:57.714,0:04:01.537
J'ai indiqué que sa demande était illégale.

0:04:01.537,0:04:07.139
Il est justifié par la loi de 1881 interdisant l'enregistrement vidéo

0:04:07.139,0:04:12.958
Les mots exactement comme ceux-ci de la présidente du tribunal administratif de Nice Mme Roussel Pascal et M.Frédéric Pascal, président du bureau juridique de Nice, dans les décisions du tribunal de Nice et du Conseil d'Etat. Tout est absolument pareil.

0:04:25.906,0:04:28.272
J'ai compris qu'il n'y avait même pas de justice ici. Mais cette compréhension était encore plus tôt. Ensuite, le président de la commission a insisté pour que je remette les téléphones et l'ordinateur qu'un ami m'a donné pour que je présente mes preuves.

0:04:45.834,0:04:49.043
J'y ai ouvert l'onglet du site officiel de l'Association, où ces preuves sont-elles placées pour la CNDA.

0:04:51.518,0:04:56.828
Ils ont déjà été déposés dans leur forme originale au greffier

0:04:56.828,0:05:02.508
Mais maintenant, pour ma commodité, j'ai décidé de diffuser clairement ma position pour que tout soit devant les yeux.

0:05:04.508,0:05:08.034
Après avoir pris mon téléphone et mon ordinateur,j'ai été privé de cette possibilité. C'est-à-dire que j'ai eu la possibilité de ne me protéger que avec les informations dans ma tête.

0:05:12.329,0:05:14.710
Même si je pouvais oublier quelque chose, je n'avais aucune chance me rappeler quel sujet est important d'exprimer. Mais on n'a rien donné à exprimer du tout, parce que tout s'est passé comme si j'avais été privé de liberté à la caserne.

0:05:28.354,0:05:36.453
La cour a agi de la même manière, sans vergogne

0:05:36.872,0:05:41.574
Mes demandes à l'avocat: "Aidez-moi, mes droits sont violés et je suis empêché d'accéder à la justice"

0:05:44.099,0:05:49.377
L'avocat s'est toujours rangé du côté du président de la commission.

0:05:49.643,0:05:52.485
J'ai demandé à mon avocat son nom.

0:05:52.485,0:05:57.231
Il a dit:"Je ne sais pas." Je pense qu'il a menti."

0:05:57.231,0:06:00.560
L'avocat a fait plaisir à ce président.

0:06:00.560,0:06:06.813
Il a dupliqué les demandes du président en disant: "Sergei, c'est impossible."

0:06:06.813,0:06:11.470
J'ai dit: "Quelle est la loi?" Il n'a pas appelé la loi, il est tout simplement IMPOSSIBLE.

0:06:11.470,0:06:13.470
J'ai dit: "Aidez-moi. Protégez-moi."

0:06:13.470,0:06:15.470
Il refusait de le faire.

0:06:15.470,0:06:19.109
Question importante du traducteur.

0:06:19.109,0:06:24.387

Un homme plus âgé, il a terriblement traduit. C'est tout simplement impossible.

0:06:24.387,0:06:27.520
Tout demandeur d'asile au cours de la procédure pensera, qu'il traduit ses phrases. Mais je sais qu'il traduit en partie mes phrases.

0:06:34.019,0:06:37.613
Il ajoute le sien, ne dit pas ce que j'ai demandé, sur mes demandes d'exprimer cette phrase, cet argument et cette preuve,

0:06:42.315,0:06:45.555
Il les a ignore simplement.

0:06:45.555,0:06:47.555
Soit il disait au président: "Ce n'est pas grave".

0:06:47.555,0:06:51.903
Le président est d'accord avec l'interprète et disait: "D'accord, allons-y."

0:06:51.903,0:06:58.067
L'interprète n'est pas un juge. Pourquoi le président est-il d'accord avec l'interprète?

0:06:58.067,0:07:02.636
Le traducteur est une étape de transfert entre moi et la cour.

0:07:02.636,0:07:08.850
J'ai donc été privé de la possibilité de défendre ma position devant cette cour.

0:07:08.850,0:07:14.571
En me posant une question, les juges m'interrompaient à mi-mot. Voici ce que je voudrais enregistrer sur l'audio et la vidéo comme preuve d'un procès corrompu, partial. C'est inacceptable, à mon avis.

0:07:25.926,0:07:31.896
Les questions ont été posées sur le fond, mais j'ai immédiatement pensé, que j'ai envoyé tous ces documents bien avant la clôture du dossier.

0:07:36.465,0:07:38.807
« Vous me posez ces questions à nouveau, et vous ne les ont pas lire? »

0:07:40.712,0:07:42.250
Le président a répété la question,

0:07:42.250,0:07:44.981
j'ai répondu oralement, bien que ce soit écrit que j'ai déjà fourni à la cour. J'ai le sentiment qu'ils n'ont même pas lu mon dossier, même le matériel qu'ils ont indiqué qu'ils avaient accepté, il y avait des réponses écrites à ces questions, mais ils les posaient à nouveau.

0:07:55.779,0:07:59.276
Peut-être veulent-ils vérifier si je les ai envoyés? Je leur ai répondu à nouveau tout ce qui a été écrit .

0:08:04.292,0:08:10.000
Ils ont posé des questions: qu'est-ce qui vous menace maintenant si vous venez en Russie?

0:08:10.000,0:08:12.292
Y a-t-il des articles criminels contre vous?

0:08:12.292,0:08:17.569
J'ai dit: " Le premier motif est l'article que vous connaissez sur le remplacement de la peine d'emprisonnement.

0:08:17.835,0:08:20.492
Le seconde motif est la falsification de la dette de pension alimentaire, en conséquence, il est indiqué que je vis comme si en Russie je travaille en Russie, je reçois un salaire, et donc les huissiers ont compté une énorme somme de pension alimentaire. C'est un motif de poursuites pénales avec privation de liberté l'art. 157 du CP.

0:08:41.297,0:08:48.922
Le troisième motif est le préfet lui - même, sans le comprendre, a truqué la persécution de moi en tant que défenseur des droits humains par le levier de l'hôpital psychiatrique et a préparé pour la Russie le terrain de la falsification

0:08:57.630,0:09:00.817
Le troisième motif pour me priver de liberté, ce qui est activement utilisé en général dans différents pays et en Russie en particulier comme sanction contre les défenseurs des droits de l'homme: la reconnaissance d'un homme fou, mais vous voyez mon discours , vous comprenez que je suis sain d'esprit ou non.

0:09:16.204,0:09:20.000
Vous lisez mes documents écrits, que je suis en train de dupliquer.

0:09:20.000,0:09:28.525
Madame Brigitte BELMAS, chef de service à l'hôpital, a indiqué qu'elle n'était pas à blâmer, que je suis privé de liberté selon un ordre du préfet.

0:09:31.314,0:09:33.647
Vous savez que le préfet n'est pas un médecin. Il ne peut pas donner d'ordres sans avoir une formation médicale, et je suis médecin, je comprends mon état mental. Je comprends les autres, je sais que je n'ai pas d'anomalies psychiatriques. En outre, des psychiatres indépendants de Russie affirment que je n'ai aucune déviation et ça n'a jamais été le cas. Je continue à entrer en contact avec différentes personnes et je n'ai jamais eu de problèmes psychiatriques. Je n'ai pas beaucoup moussé cette question.

0:10:05.060,0:10:08.291
J'ai juste exprimé que le troisième motif est le harcèlement psychiatrique.

0:10:08.291,0:10:16.928
Par exemple, M.Schumanin a placé un hôpital psychiatrique pour ses activités de défense des droits de l'homme et ils l'ont retenu jusqu'à ce qu'on a oblige à le libérer.

0:10:21.558,0:10:25.279
Ils ont posé la question: « êtes-vous maintenant continuez à l'activité des droits de l'homme en Russie et en France »?

0:10:28.849,0:10:31.425

J’ai dit: «Oui: et là et ici». Un exemple de ce que vous êtes en Russie, vous continuez l'activité de défense des droits de l'homme?

0:10:34.361,0:10:36.737
J'ai donné un exemple de défence de M. Schumanin,

0:10:36.737,0:10:42.000
Ils ont demandé: « quel est le moyen technique vous avez utilisé pour déposer votre appel en faveur de Schumanin? »

0:10:45.068,0:10:49.005
J'ai dit: « En général, l'association s'est adressée,je suis son représentant, de l'e-mail officiel de l'Association à l'e-mail du chef de la clinique, où j'ai indiqué l'illégalité de son détention dans l'hôpital, parce que l'article criminel qui lui est imputé, n'implique pas la privation de liberté. »

0:11:04.087,0:11:09.345
Ils disent: « quel est l'exemple de votre activité en France? Nous savons que vous avez des conflits avec les tribunaux français.

0:11:12.837,0:11:16.464
J'ai dis: c'est une mauvaise déclaration, je n'ai pas de conflit avec les tribunaux français. Mon travail en tant que défenseur des droits de l'homme consiste à recueillir, enregistrer les faits d'infractions, de l'excès de pouvoir, les faits de la corruption des fonctionnaires, y compris les tribunaux.

0:11:29.426,0:11:34.223
Peut-être que le système judiciaire français est quelque part indépendant, peut-être, mais je ne l'ai pas rencontré, peut - être qu'elle est quelque part, très loin.

0:11:37.673,0:11:41.678
Mais je suis confronté à des représentants de ce système en la personne de corrompus. Je prétends avoir obtenu des preuves de cette activité de corruption et donc les décisions sont injustes.

0:11:48.714,0:11:51.619
Par conséquent, nous ne discuterons pas ici sur ce sujet, nous allons examiner mon dossier.

0:11:55.131,0:12:00.548
Ils disent : "Que faites-vous en tant que défenseur des droits humains en France, spécifiquement?"

0:12:00.548,0:12:05.256
J’ai dit: " En Russie et en France, je suis a introduit des initiatives législatives, par exemple, dans l'intérêt public et a souligné un exemple sur l'introduction d'une initiative où j'étais un participant, en juin 2018 à la Douma d'Etat et à l'Assemblée fédérale sur la non-égalité des conditions de détention dans le centre de détention provisoire et dans la colonie pour les condamnés. Il y a dix ans cette initiative a été introduite à la Douma d'Etat

0:12:37.858,0:12:44.596
Les juges ont souligné qu'il y a 10 ans, elle n'avait pas été introduite par M. Ziablitsev et pas son Association et que puis l'Association MOD OKP, dont je suis membre, a été déposé cette initiative législative et

deux mois plus tard la Douma d'Etat a adopté ce projet de loi, qu'elle ne pouvait pas prendre depuis 10 ans"

0:13:05.670,0:13:08.067
Le traducteur a traduit «10 mois».

0:13:08.067,0:13:10.605
Je l'a corrigé: pourquoi faites-vous de telles erreurs? J'ai montré au juge: 10 ans. Il a compris que c'est «10 ans » et a commencé à poser des questions: qui a également initié il y a 10 ans?

0:13:17.995,0:13:20.508
J'ai dit que ce n'était pas moi ou une Association.

0:13:20.508,0:13:26.449
Ils ont mis l'accent sur cela. Puis le président a demandé au début:
où est la preuve que vous êtes venu de Russie via Minsk en France? J'ai dit que j'ai présenté des copies, il a dit: « Montrez l'original, parce que je ne crois pas les copies, elles sont mal lues », la-la-la-la-la

0:13:38.480,0:13:40.677
« Vous les avez montré à l'OFPRA? »

0:13:40.677,0:13:43.315
« Oui,j'ai tout fourni. L'ensemble de ces documents a été présenté dans les originaux dans l'OFPRA et maintenant présenté à vous. Il a pris mon passeport, lu, donné à d'autres juges,

0:13:54.553,0:13:57.091
Ils se sont assurés que je suis arrivé vraiment à travers Minsk. Mais il a continué de ne pas croire, dit: "Vous êtes arrivé à Minsk, à laquelle des gares de Minsk êtes-vous arrivé en bus?"

0:14:10.000,0:14:13.286
J'ai dit: "Probablement la gare centrale, je ne sais tout simplement pas, j'étais là pour la première fois de ma vie et je ne l'étais plus, ni avant ni après."

0:14:16.643,0:14:25.335
Il a dit: "Quand vous sortez de la gare, qu'y a-t-il là-bas? Peut-être une statue, un monument?

0:14:25.335,0:14:28.452
J'ai dit: "Vous comprenez: nous sommes venus avec la famille et

0:14:28.452,0:14:31.078
j'ai eu la tâche de regarder les enfants,

0:14:31.078,0:14:35.806
et ma femme et moi, nous n'avons pas été des touristes, nous n'avons pas organisé des excursions à Minsk.

0:14:35.806,0:14:43.526
Nous avons quitté l'état où je suis persécuté à un état qui, à mon avis, est démocratique.

0:14:43.526,0:14:46.946
Nous n'étions pas intéressés par les attractions touristiques, et si vous voulez voir ce qu'il y a une statue ou un monument, alors tout le monde

peut le faire: entrez sur Internet et voir cette image. Mais ce n'est pas une question sur le fond de mon dossier.

0:14:57.818,0:15:02.051
Aussi, si vous doutez que j'étais là j'ai des scans de SMS de l'opérateur mobile, qui vient automatiquement au passage de la frontière, il est impossible de simuler.De plus, j'ai pris des photos de ma femme et de mes enfants lors de tous les voyages pour l'album de famille et la date et l'heure sont reflétées dans ces photos.Je garde cette archive.Je peux maintenant démontrer, si vous récupérez mon téléphone et mon ordinateur. C'est possible, ce sont des originaux»

0:15:33.027,0:15:35.210
Il a dit: « Non, nous vous croyons »

0:15:35.210,0:15:42.343
«"Pourquoi continuez-vous à ignorer mes originaux de passage à la frontière et à brouiller cette question, bien que je vous ai fourni des preuves objectives. Je ne comprends pas votre suspicion et votre incrédulité factices. Il y a des faits de nature objective: la date et l'heure sur les photos. C'est une réalité objective qui ne peut être falsifiée.

0:16:00.000,0:16:06.130
Je disais: « Il y a aussi des billets, je vous ai aussi fourni et le secrétaire a vérifié le 25 mars. »

0:16:06.130,0:16:12.490
Le traducteur a traduit et le président a été surpris: "Le 25 mars?

0:16:12.490,0:16:14.259
Il y a 5 jours?"

0:16:14.259,0:16:20.193
J’ai dit: "Oui, et vous n'avez pas eu ce matériel le 25 mars ? j'ai apporté tout ce paquet, photographié et reçu une preuve d'un greffier, que mes vingt-cinq fichiers déposés le 19 mars sont acceptés au dossier.

0:16:27.629,0:16:28.600
Vous ne le saviez pas?"

0:16:28.600,0:16:33.486
Il ne le savait probablement pas, mais il n'a pas confirmé son ignorance de mon dossier et il a changé de sujet simplement.

0:16:35.777,0:16:40.742
C'est toute la conversation qui a eu lieu avec le chef d'un collège judiciaire. Ils étaient trois juges, juste à droite et à gauche de lui.

0:16:47.797,0:16:55.398
Je me suis assis en face de trois juges assis dans une rangée, au centre-le président de la commission, sur les côtés du juge, à ma droite s’est trouvé la rapporteuse qui lisait la position écrite, à gauche, a été une secrétaire dont la fonction était simplement de transmettre mes documents au président.

0:17:22.641,0:17:26.316
Le protocole n'a pas été fait. Elle n'a pas écrit non plus.

0:17:26.316,0:17:29.104

Mes exigences d'enregistrement audio-vidéo ont été ignorées. Non ignorées-refusées par le président du collège judiciaire.
J'ai indiqué: quels motifs de refus?

Si vous refusez d'enregistrer comme l'OFPRA l'a fait et ne faites pas le protocole audio et donc maintenant vous avez organisé un précédent:
ou/et écrit, c'est la base pour falsifier le dossier.
Vous avez organisé ma fouille et ma fouille, vous n'avez pas le pouvoir de le faire. Après cela, vous avez pris mes gadgets . C'est mon seul moyen de défense. Vous menacez maintenant.

0:18:05.325,0:18:07.428
Le président dit: "Si vous ne supprimez pas maintenant tous les enregistrements audio, nous vous confisquerons tous vos téléphones et votre ordinateur et nous ne reviendrons jamais."

0:18:11.813,0:18:17.938
Vous menacez une personne, même si vous devez faire preuve d'indépendance, d'impartialité,

0:18:17.938,0:18:20.167
Le traducteur traduisait maladroitement.

0:18:20.167,0:18:23.435
Je dis: pourquoi est-il assis ici? Il ne traduit pas tout ce que je dis.

0:18:23.435,0:18:27.567
Le président continue de demander à l'interprète des détails différents, voyant que c'est un coup sur lui.

0:18:30.000,0:18:34.309
Le président a dit: "Assez. C'est tout. Vous ne traduisez plus"

0:18:34.309,0:18:38.979
J'ai dit: "Avocat, aidez-moi, c'est une activité de corruption.
Je le déclare, je soumets des projets de loi au Conseil d'État"

0:18:42.306,0:18:46.065
Le président: "Où allez-vous? Au conseil d'Etat? "

0:18:46.065,0:18:48.850
Je dis: "au Conseil d'Etat"

0:18:48.850,0:18:50.700
Il demande encore une fois à l'interprète.

0:18:50.700,0:18:56.028
J'ai dit: "De même, j'ai agi en tant que défenseur des droits humains en Russie et je continue d'agir. J'apporte des initiatives législatives.
Voici l'essence de mon travail en tant que défenseur des droits humains.
Ce n'est pas seulement parler et discuter avec vous. C'est ça, la discussion. J'enregistre les abus de pouvoir des juges, les fonctionnaires et vos actions en tant que président de ce collège.

Vous dépassez aussi vos pouvoirs. Ensuite, je le transmets aux législatives, pour changer les pratiques pour toutes les personnes en principe, la procédure de corruption elle-même doit être modifiée.

0:19:34.264,0:19:36.112
Vous le savez maintenant de moi et même après cela, vous dites:

"Les enregistrements audio-vidéo ne peuvent pas être effectués."

0:19:36.112,0:19:38.401
« Vous continuez à défendre les droits de Bokhonov et le représenter devant la cour européenne de justice?»

0:19:42.067,0:19:44.759
À la fin de la procédure, quand tout est fermé, je voulais ajouter un petit détail.

0:19:48.621,0:19:56.167
Le président m'a interdit, mais il s'est donné la parole et a dit:
"Maintenant, nous vous rendrons vos téléphones et votre ordinateur,
mais si je (il parle de lui-même) et que les juges le découvrent,
qu'un enregistrement de notre conversation apparaîtra sur Internet, alors je vais vous sanctionner: d'abord une amende de 1400 euros et des poursuites pénales seront engagées contre vous en France.

0:20:21.544,0:20:25.469
Je lui ai dit: " Vous l'initiez également sur le matériel truqué en tant que la présidente du tribunal administratif de Nice Madame Roussel Pascal?

0:20:29.131,0:20:32.113
Pour de telles falsifications, j'ai été enfermé dans un Commissariat de police et puis à l'hôpital?"

0:20:34.207,0:20:38.451
Il ne l'a même pas écouté en entendant ces noms et prénoms.

0:20:38.451,0:20:41.034
J'ai demandé au traducteur de porter cette traduction à son attention.

0:20:41.200,0:20:46.710
Je soutiendrai en cas de refus de ma protection internationale, sur les actes de corruption de cette Cour.

0:20:51.304,0:20:54.834
Je veux enregistrer ces preuves en audio et vidéo parce que le président du collège judiciaire m'a empêché de recueillir des preuves objectives.

0:21:02.053,0:21:05.782
Tout cela a été très difficile pour le traducteur. Il ne comprend pas bien le russe. Extérieurement, il ressemble à un traducteur arménien.

0:21:11.372,0:21:14.390
D'après notre expérience, un autre traducteur arménien du tribunal administratif de Nice est très corrompu, ne garantissait pas les droits de mon client. Nous avons cette expérience dans un dossier.

0:21:21.165,0:21:25.098
Interdire l'audio-vidéo et ne pas les faire par leurs propres moyens,
nous ne pouvons pas contrôler la qualité de la traduction, et je prétends que le traducteur ne me comprend pas bien en russe.

0:21:31.890,0:21:33.610
J'entends sa traduction en français je vois qu'il ne transmet pas les détails que j'exprime.

0:21:38.040,0:21:43.006

L’interprète: "Vous comprenez tout? Oui?

0:21:43.006,0:21:45.621
J’ai dit : "Je ne comprends pas tout."

0:21:45.938,0:21:48.700
Il a laissé entendre que vous n'aviez pas besoin d'un traducteur?

0:21:48.700,0:21:51.467
Mais il ne l'a pas exprimé.

0:21:51.969,0:21:56.669
Je me suis assuré de cette CNDA que la même situation est ici: corruption, furtivité, les juges n'agissent pas dans l'intérêt du peuple, ni dans l'intérêt de la justice.

0:22:03.568,0:22:05.168
Tout comme devant le tribunal administratif de Nice, au Conseil d'Etat, à la cour d'Aix-en-Provence, à Marseille la même situation.

0:22:11.369,0:22:13.202
Combien d'heures avez-vous travaillé avant que la décision d'emprisonnement contre vous a été truquée?

0:22:18.206,0:22:20.932
J’ai dit: "J'ai pu travailler 90 heures et a enregistré chaque travail sur une vidéo, a attiré le procureur et la police à chaque épisode.

0:22:26.106,0:22:28.840
Ceci est fixé.

0:22:28.840,0:22:32.596
«Qu'est-ce qui était écrit dans la décision? Pourquoi avez-vous été privé de liberté? »

0:22:32.596,0:22:35.230
J’ai dis :" Il était écrit que je ne travaillais pas.

0:22:35.230,0:22:39.285
C'est un mensonge, tout mon travail a été ignoré.

0:22:39.539,0:22:42.856
Je travaillerais plus si on n'avait pas pris cette décision, et elle n'est pas entrée en vigueur."

0:22:45.506,0:22:47.506
"Vous continuez à défendre les droits de Bohonov et représenter ses intérêts devant la cour européenne de justice?"

0:22:49.608,0:22:53.746
J’ai dit: "Oui, j'ai déposé une première plainte pour sa défense parmi ses autres défendeurs."

0:22:53.746,0:22:59.664
Un refus a été reçu. Juge de la cour européenne de justice a truqué la décision sans préciser tous nos arguments et sans les réfuter.

0:23:03.600,0:23:07.991

Il a agi contre les décisions de la cour européenne elle-même, qui ordonne à chaque juge d'indiquer les arguments du demandeur avec réfutation d'entre eux.

0:23:13.126,0:23:17.182
C'est cette forme qui constitue une décision de rejet légitime, par exemple. Il n'a pas fait.

0:23:19.109,0:23:22.061
Par conséquent, contre ce juge et les autres juges, qui font systématiquement des décisions truquées on a été déposé la déclaration au président de la cour européenne de justice de mettre fin à leur mandat sur la fin de la falsification des décisions sur les plaintes des requérants.

0:23:38.634,0:23:42.966
L'Association a identifié ce système et en tant que représentant, j'ai envoyé un tel appel au président de la cour européenne de justice.

0:23:51.169,0:23:53.348
J'ai appliqué les décisions de mes différents clients à des moments différents comme preuve de système. Ces décisions sont toutes les mêmes, se composent de plusieurs paragraphes. Ce n'est pas une décision de la justice dans le cadre de l'interprétation de la cour européenne de justice. Puis j'ai déposé une autre plainte pour la défense de Bokhonov et la décision sur une autre plainte est encore inconnue, bien qu'elle ait été acceptée par la cour européenne de justice.

0:24:20.942,0:24:22.942
je le sais de manière fiable en tant que représentant.

0:24:22.942,0:24:27.175
Il a répété la question: "Est-ce que vous continuez à soutenir cette plainte dans son intérêt?"

0:24:27.175,0:24:30.708
J'ai dit: "Oui, je continue et je vais continuer mes activités pour son compte, y compris, le matériel a déjà été déposé.

0:24:35.365,0:24:39.722
Il a dit: "Sur votre plainte pour la défense de Bokhonov, la cour européenne de justice a reconnu les violations de la Russie"

0:24:47.210,0:24:49.535
Il a peur de répondre à mes questions, bien qu'il soit en sécurité et sache que je n'enregistre pas ses actions.

0:24:52.542,0:24:57.609
Comme ce président craintif de la commission peut-il rendre les décisions de la justice?

0:25:00.401,0:25:03.434
Je vais me souvenir de divers autres détails au fil du temps, quelles questions ont été posées, parce que c'est vraiment intéressant, ce qu'ils ont souligné.

0:25:08.572,0:25:11.239
Mais ces toutes les questions ont été dupliquées par eux, parce que les explications ont déjà été données par écrit par moi avant cela.

0:25:15.175,0:25:20.000
Avez-vous une décision: qu'est-ce qui vous attend si vous revenez en Russie maintenant?

0:25:20.207,0:25:23.622
Je me suis adressé au procureur sur cette question, au tribunal, et a demandé d'envoyer des réponses à moi, à l'avocat De Souze et à la CNDA

0:25:30.375,0:25:32.751
Je l'ai fait plusieurs fois, mais jusqu'à présent, je n'ai pas reçu de réponse: ni moi, ni l'avocat, ni vous.

0:25:36.310,0:25:38.170
Vous ne l'avez probablement pas reçu non plus?

0:25:38.170,0:25:42.988
Le président a confirmé "ne pas avoir reçu".

0:25:43.326,0:25:46.713
Et il a évité la réponse.

0:25:46.713,0:25:48.059
J'ai répèté: "Vous n'avez pas reçu?"

0:25:48.059,0:25:50.202
Eh bien, confirmez-le moi.

0:25:50.643,0:25:52.446
"Oui, nous n'avons pas reçu"

0:25:52.446,0:25:57.809
En général... Il est aussi agressif comme Frederic Pascal, président du bureau juridique qui est juge des référés au tribunal administratif de Nice.

0:26:00.283,0:26:08.650
Il est tout aussi craintif, le même, à mon avis, je n'utiliserai pas de mauvais mots.

0:26:09.038,0:26:13.571
J'ai été surpris pourquoi il interdit la fixation vidéo et audio se référant la loi de 1881. C'est généralement une copie exacte de la position des autres instances judiciaires.

0:26:23.636,0:26:27.003
Il m'a menacé au début de la séance et à la fin avant de partir,il me l'a dit à plusieurs reprises: "Vous n'avez certainement pas enregistré notre conversation?"

0:26:33.489,0:26:34.656
J'ai dit: "Non".

0:26:34.656,0:26:38.031
"Si je vois et que mes collègues voient, nous vous poursuivrons pénalement, l'amende sera aussi la la la la.

0:26:40.527,0:26:43.403
Je me suis de nouveau indigné: "C'est-à-dire que vous voulez maintenant me rendre téléphones en échange de mon consentement à ne pas publier?"

0:26:47.298,0:26:50.173
Il a dit: "Ca suffit, allez-y d'ici"

0:26:50.173,0:26:53.864
C'est un non-sens. Je suis la seule personne, qui immédiatement après l'entrée, je n'ai même pas eu le temps de dire quoi que ce soit j'ai été fouillé, chaque compartiment du sac a été vérifié.

0:27:03.639,0:27:06.972
Il y aurait eu leur volonté, ils me demanderaient de retirez tous mes vêtements secouer mon pantalon, ma chemise. C'est juste de l'horreur!
Comment humilier une personne, à quel point sont-ils suspects dans le plan de cacher leur abus et leurs décisions de corruption.

0:27:21.090,0:27:24.590
Quand ces sanctions individuelles ont commencé à mon égard lors de mon entré à la CNDA, je me suis rendu compte qu'aujourd'hui dans l'audience, mes droits seront violés grossièrement pour un procès équitable. Je ne me suis pas fait d'illusions depuis cette première minute.

0:27:39.240,0:27:42.291
J'ai commencé à demander: «Qui êtes-vous?»

0:27:42.291,0:27:44.608
Il a dit: "Je suis le chef de la sécurité"

0:27:44.863,0:27:50.146
"Qui vous a ordonné de le faire?" il n’a pas répondu.

0:27:50.146,0:27:58.476
Puis après avoir parlé avec le président, deux autres juges ont posé des questions. Cette audience a pris fin.

0:28:02.534,0:28:08.081
J'ai vu des doutes sur le fait que je traversais la frontière de Minsk.

0:28:08.081,0:28:10.996
J'ai dit: "D'où viennent ces doutes? Vous demandez à quoi ressemble la gare, quel monument il y a et en général, est-il là? Vous n'avez pas assez de passeport? Eh bien, laissez-moi donner d'autres preuves maintenant: je vais vous montrer les photos de ces dates de mes enfants, ma femme. Pourquoi ne voulez-vous pas le regarder maintenant?
Ce sont des preuves objectives de cette date, il y a mes petits enfants sur les photos. Cela élimine le doute que je les ai faits maintenant, par exemple

0:28:42.559,0:28:46.266
Ils ont dit: "Avez-vous des nouvelles de votre femme et de vos enfants maintenant?"

0:28:46.266,0:28:48.803
J'ai dit "Non".

0:28:49.034,0:28:53.403
J'ai demandé à la cour russe que mon droit de garde a été violé, je n'ai aucun lien avec les enfants, même si je veux le faire tous les jours.
Les tribunaux ne tiennent pas la coupable à la responsabilité

0:29:02.213,0:29:05.580
Les juges ont dit : "Vous pouvez l'appeler tous les jours'"

0:29:05.859,0:29:10.632
J'ai dit: "Le président, je vous le répète: les téléphones sont verrouillés. Si vous avez même des soupçons sur cette petite question, alors maintenant, retournez le téléphone, je vais appeler tous les messagers en votre présence, vous vous assurez qu'ils sont tous verrouillés à un seul et il n'y aura pas d'aucune réponse

0:29:25.927,0:29:29.265
Je crois que cela ne s'applique pas à mon dossier, mais si vous vous concentrez spécifiquement sur cette attention et distrait de l'essence de ma demande, je suis prêt à prouver chaque petite chose et j'ai ces preuves.

0:29:40.985,0:29:44.160
Si vous prenez mes téléphones et mon ordinateur, vous causez le préjudice à moi, mais aussi à mon Association et à une autre Association dont je suis membre, à tous mes clients et au volontaire qui m'a donné cet ordinateur. Vous êtes d'infliger des dommages à tous.

0:30:01.515,0:30:04.108
C'est un homme sans scrupule. Il m'interrompait tout le temps.

0:30:04.108,0:30:05.282
Le traducteur n’a pas tout traduit.

0:30:05.473,0:30:08.134
J'ai répété: "Traduisez".

0:30:08.300,0:30:11.393
Le président lui-même lui a ordonné: "Ne me traduisez pas ces mots."

0:30:11.393,0:30:14.798
Bien qu'il n'a comprenné pas vraiment tout ce que j'ajoutait.

0:30:14.798,0:30:17.559
Il a dit tout de suite:"Non, ne traduis pas ça."

0:30:17.559,0:30:25.393
Par exemple, il a entendu les mots "cour européenne". "Non, ne traduisez pas."Conseil d'État. Ne traduisez pas ça non plus.

0:30:25.393,0:30:29.304
De tels moments doivent être enregistrés nécessairement et rendu public, parce que ces juges corrompus commettent des injustices. Ils n'agissent pas dans l'intérêt de l'état, pas dans l'intérêt du peuple et ces juges ne sont pas l'état.

0:30:42.534,0:30:45.730
Je prétends qu'ils se couvrent comme s'ils étaient un état, mais ce n'est pas le cas. Nous devons comprendre qu'ils ne sont pas un état. Les gens ne les ont pas choisis. Ils ont été choisis par d'autres fonctionnaires. Dire qu'ils agissent dans l'intérêt du peuple est un mensonge.

0:30:58.359,0:31:03.156
Le président m'a dit: "Tous les tribunaux en France sont indépendants"

0:31:03.156,0:31:06.848
Je lui ai dit: "Mon site prouve le contraire. Certains juges sont corrompus.Peut-être même vous, parce que vous montrez maintenant une base

de corruption." Il ne m'a pas grondé, mais il s'est offensé. J'ai été offensé. Voici comment Frédéric Pascal.

0:31:20.000,0:31:22.408
Voyant que je filme, il court et s'énerve. Celui-ci était aussi nerveux, agité. Au fait, l'agent de sécurité n'a pas pris son téléphone, il les a pris de tout le monde sur ses ordres, mais il ne lui l'a pas. C'est l'inégalité, même dans une affaire aussi petite.

0:31:41.628,0:31:44.635
J'ai dit: "L'avocat a son téléphone, on ne l'a pas pris?"

0:31:44.635,0:31:48.307
Ils sont venus et l'ont pris. Ensuite il a pris le téléphone du secrétaire. Tous les téléphones ont été pris qui étaient visibles par moi, pour que je ne puisse pas dire qu'ils étaient chez les autres

0:32:02.876,0:32:06.588
J'ai posé des questions à différentes personnes. Personne n'a pris le téléphone. Tout le monde avec leurs téléphones est assis en audience.

0:32:10.967,0:32:17.710
La CNDA a démontré aujourd'hui un mépris total des lois en France. D'autres tribunaux de différentes juridictions ignorent les lois et la CNDA a simplement répété toute cette pratique. L'association a aussi mis au jour un système d'anarchie, une fois de plus confirmé ce système, identifié plus tôt.

0:32:34.398,0:32:39.037
Je voulais leur dire cela, mais ils ne m'ont même pas donné un mot à dire sur la question de la communication des documents électroniques.

0:32:41.194,0:32:46.625
Je voulais démontrer sur le téléphone un article qui oblige à mener l'échange électronique des documents et ne pas ignorer e-mail. Il ne m'a pas laissé faire ça.

0:32:54.302,0:32:58.106
Ils m'ont volé l'ordinateur de quelqu'un d'autre.

0:32:58.106,0:33:02.791
Dans celui-ci, je suis entré dans mon courrier pour démontrer les originaux des appels au procureur, les originaux électroniques de la preuve.

0:33:11.118,0:33:15.133
Le juge ne m'a pas laissé faire, a pris l'ordinateur.

0:33:15.133,0:33:18.633
Il a dit: "Enlève l'enregistrement audio."

0:33:18.633,0:33:22.214
J'ai répondu que je n'enregistrais pas l'audio sur l'ordinateur. Je ne sais même pas comment c'est fait ici.

0:33:22.214,0:33:27.246
Ses collègues conseillent gentiment: '"C'est la même image que dans les téléphones"

0:33:27.246,0:33:31.915

J'ai dit: "Elle n'est pas là, vous mentez. Faites-le vous-même"

0:33:31.915,0:33:37.649
De Souza a dit : "Je sais qu'il y a la même image, laissez-le montrer "

0:33:37.649,0:33:42.579
J'ai répondu au juge: "Maintenant, De Souza s'oppose à moi"

0:33:42.579,0:33:46.961
De Suso s'est plaint au président.

0:33:46.961,0:33:52.295
Il a dit:" J'ai vu que M Ziablitsev a ouvert la page et il y avait un téléchargement de vidéo de quelque sorte. Je pense que c'était un enregistrement audio."

0:33:57.134,0:33:58.919
Le président a dit: "Il y avait un enregistrement audio"

0:33:58.919,0:34:03.894
J'ai demandé: "Comment le savez-vous? Vous êtes assis là" - "L'avocat a dit"

0:34:03.894,0:34:07.972
J'ai répondu: "Vous êtes convaincu que l'avocat agit contre mes intérêts. Il ne sait pas ce que j'ai découvert, admet des mensonges contre moi. Et vous agissez sur la base d'un mensonge"

0:34:12.786,0:34:18.111
De même, par faux dénonciation, j'ai été privé de l'allocation, du logement, droits de garde des enfants. Par faux dénonciation.

0:34:22.798,0:34:28.237
Il a continué d'insister :" Je sais que vous avez enregistré un enregistrement audio"

0:34:28.237,0:34:33.764
J'ai répété : « Vous ne pouvez pas savoir. Vous êtes assis là, et je suis là. Votre ami De Souza a dit des mensonges contre moi. Il ne pouvait pas savoir. En ce moment, vous pouvez avec tous vos téléphones ouvrir le site de l'Association et voir la même image et il y aura une vidéo ici. Cette vidéo est à droite du texte, à gauche sera le texte sur l'ensemble du site. Maintenant, prenez-le et faites-le. Mais ces exigences ruinent ma confiance dans la justice en France, à vous personnellement en tant que collège qui examine mon cas et en principe à la justice en France.

0:35:09.774,0:35:14.267
Vous discréditez la justice à mes yeux et aux yeux de mon Association »

0:35:16.722,0:35:18.447
C'est ce qui compte, je constate:

0:35:18.658,0:35:22.069
chaque fois que j'ai fait des accusations, il disait: "Arrête, ça suffit."

0:35:25.314,0:35:27.986
Il a compris, mais il continuait à tout faire.

0:35:27.986,0:35:30.946

Le président a dit: " Maintenant, la parole à l'avocat"

0:35:30.946,0:35:36.349
J'ai levé la main et dit :" Je veux comprendre chaque phrase qu'il dira pour ma défense"

0:35:36.349,0:35:40.423
Il a dit: "Non, il n'est pas prévu pour vous traduire"

0:35:40.724,0:35:44.836
J'ai dit: "Traducteur, comment n'est-ce pas prévu?"

0:35:44.836,0:35:47.784
"Avocat, aidez-moi, je veux savoir ce que vous dites"

0:35:48.544,0:35:51.040
L'avocat me dit: "Non, tu ne le sauras pas"

0:35:51.040,0:35:55.628
L'Interprète : "Je ne devrais pas traduire le discours d'un avocat"

0:35:55.628,0:35:57.534
J'ai dit: "Mais je veux savoir"

0:35:57.534,0:36:00.567
En conséquence, l'avocat a parlé quelque chose depuis 4-5 minutes

0:36:00.567,0:36:06.336
Je l'ai écouté, je n'ai rien entendu d'important. C'était drôle comme il faisait semblant de dire quelque chose d'important.

0:36:15.930,0:36:22.466
Quand j'ai parlé, les juges bâillaient ostensiblement, ils étaient assis comme ça, mais ils ne s'intéressaient pas à mes questions., c'est comme s'ils faisaient le devoir de m'écouter, ne pas apprendre quelque chose. Et quand l'avocat a parlé, ils ont tous jeté leurs stylos et, de manière démonstrative, comme le président, ils étaient assis comme ça et le regardaient.

0:36:43.114,0:36:46.584
C'est une telle image! Si la vidéo le fixait, comment les juges se comportent hypocritement, avocat. Je suis juste indigné. Ce serait un excellent matériau de preuve.

0:36:56.091,0:36:58.848
Je le dis spécifiquement sur la mémoire fraîche près de la CNDA, pour que je n'oublie pas les détails importants à mon avis, importants dans l'intérêt de la justice et des autres en France

0:37:12.188,0:37:16.643
Ce ne sont pas des conflits avec les tribunaux français.

0:37:16.643,0:37:20.924
Vous connaissez mon activité sur l'enregistrement des crimes des juges

0:37:22.467,0:37:24.513
Je voulais entendre la réponse: "Nous avons appris du matériel que vous nous avez écrit vous-même"

0:37:30.719,0:37:35.942

Mais il ne l'a pas dit: "Allons-y"

0:37:35.942,0:37:38.012
Il se fichait de mes demandes.

0:37:38.012,0:37:39.887
L'avocat était généralement silencieux, il avait peur de contacter tout le monde. Il a juste gardé le silence toute la procédure. Parfois, il s'est levé et a dit: "Oui, vous devez donner le téléphone, parce que c'est interdit"

0:37:48.082,0:37:51.557
L'autre cas quand il a dit au président: "Je l'ai vu sur l'ordinateur, il tenait un enregistrement audio" C'est le même du tout!

0:37:56.926,0:37:58.854
C'est quand il est intervenu, pas pour ma défense, mais comme une démonstration de la satisfaction des intérêts du président. C'est quand il est intervenu.

0:38:06.267,0:38:09.244
L'avocat ne me protégeait pas, il aidait à cacher la corruption des actions des juges. Voici ce qu'il a fait. C'était sa tâche.

0:38:16.500,0:38:21.788
Nous ne nous avons pas disputer avec l'avocat De Souza avant l'audience, j'ai dit bonjour amicalement, bienveillant l'écouté des conseils qu'il m'a donnés depuis deux minutes avant l'audience. Je ne l'ai pas interrompu, je voulais juste enregistrer sur l'audio ces conseils et je l'ai fait.

0:38:38.893,0:38:43.527
Sous la menace de l'annulation d'audience, l'article pénal en France contre moi, l'amende, saisie des téléphones et de l'ordinateur de quelqu'un d'autre, sous l'ensemble de toutes les menaces, j'ai dit :

0:38:57.318,0:39:04.072
«Bon. Je vais maintenant montrer comment je supprime les enregistrements audio de mes deux téléphones. Voici le premier téléphone: il n'y a pas enregistrement.

0:39:08.437,0:39:12.772
Voici le deuxième téléphone. il n'y a pas enregistrement, mais vos collègues sur vos ordres ont éteint, je suppose. J'ouvre. Voici un dictaphone.

0:39:20.761,0:39:25.009
Le président commande un spécialiste à qui ont été transférés mes téléphones pour qu'il éteigne les enregistrements.

0:39:31.522,0:39:34.921
Le président a dit: "Maintenant, notre employé va vous retirer le téléphone et ne vous le rendrons pas, et notre employé vérifiera y a-t-il un enregistrement audio là-bas?

0:39:41.580,0:39:44.251
J'ai dit: "C'est illégal, il y a mes données personnelles, mon Association et la personne qui m'a donné l'ordinateur. Vous intervenez dans la vie privée des personnes physiques et les activités de l'Association. Je suis contre ça.

0:39:53.194,0:39:56.692
Il a dit: "Non, nous le ferons quand même et si nous le révélons. Alors nous allons maintenant vous poursuivre en justice"

0:39:59.053,0:40:02.728
Cet employé a effectivement saisi l'ordinateur sans fermer, pour ne pas être bloqué, et vraiment utilisé contre ma volonté en obtenant des informations personnelles et confidentielles, à la recherche d'un enregistrement audio. Il ne l'a jamais trouvée.

0:40:14.372,0:40:17.022
Il est venu et s'est plaint au président : "Que faire?"

0:40:17.022,0:40:18.430
Quand il m'a menacé que " si vous publiez, alors nous t'appliquerons des sanctions."

0:40:22.675,0:40:24.632
Après cela, le technologue s'est approché de lui et a demandé:"Eh bien, que faire? Les téléphones lui ont été donnés, et l'ordinateur?"

0:40:27.992,0:40:32.243
Je me tiens derrière lui et j'ai dit: « J'attends l'ordinateur.

0:40:32.243,0:40:39.292
Je dois attendre ici? » Il dit: « Non. »

0:40:39.292,0:40:44.585
Il a dit comme ça:« Allez-y» et comme ça le doigt agita maladroitement,

0:40:44.585,0:40:47.912
Eh bien, irrespectueux, bien sûr, irrespectueux.

0:40:47.912,0:40:53.295
Je suis sorti, j'ai vu De Souza.

0:40:53.515,0:40:54.801
Je lui ai dit:«Aidez-moi,l'ordinateur doit être retourné, il a été volé, c'est illégal»

0:40:58.288,0:41:02.039
"Oui, gardien vous allez le ramener là-bas»

0:41:02.039,0:41:06.769
Puis le technologue vient sur ordre du président et il me porte un ordinateur. Il l'a sorti de sa chambre, où il l'a traité.

0:41:12.085,0:41:15.554
Par conséquent, il était urgent de changer le mot de passe et sachant qu'ils ont accès à un site sérieux, j'ai demandé un changement rapide de mot de passe.

0:41:23.845,0:41:27.566
Ils étaient stressés et avaient très peur que je répare leurs crimes et j'ai supposé au début de l'audience, mais ensuite je me suis assuré que

0:41:36.058,0:41:40.461
ils avaient l'intention de créer un conflit d'intérêts et cacher toutes les circonstances de ma procédure.

0:41:43.515,0:41:46.134
Je voulais différents ajouts importants donner.

0:41:46.134,0:41:50.803
Ils ont demandé «Qu'est-ce qui est écrit dans la décision sur le remplacement de la peine par une véritable peine d'emprisonnement?»

0:41:54.182,0:41:56.503
Je dis: "il y a deux lignes écrites sans réfutation les arguments de ma plainte. Mais ce n'est pas important, je vous écris. C'est pourquoi vous ne faites même pas attention à cela. Il est important qu'ils ne reflètent pas mes arguments, seulement indiqué deux lignes que M. Ziablitsev a tort, parce qu'il a tort. C'est tout. Ils n'ont pas indiqué les motifs légitimes, mes arguments et ne les ont pas réfutés. Ce sont des preuves importantes de cette décision qui manque l'accès à la justice en Russie en principe.

0:42:23.367,0:42:27.540
La cour européenne a déjà donné une évaluation sans équivoque : à moins que la décision ne contienne les arguments de l'appelant, et par conséquent, ils ne sont pas réfutées, d'où cette n'est pas une décision légitime. La cour européenne l'a déjà indiqué. Maintenant, la Russie continue de montrer ses décisions injustifiées. Voici ce qu'il est important de souligner dans cette décision traduite.

0:42:52.842,0:42:59.834
De Souza l'a fourni, s'est levé, a montré une copie de la traduction qu'il a imprimée

0:42:59.834,0:43:03.341
J'ai dit: « Nous l'avons déjà envoyé électroniquement, vous êtes maintenant lisez cette traduction. Vous ne l'avez jamais vu avant?»

0:43:08.198,0:43:12.961
Le président a lu, a remis au juge gris à sa droite, a remis à une femme-juge à sa gauche.

0:43:16.328,0:43:21.219
J'ai répété la question: «Je l'ai déposé le 22 mars dès que la traductrice- bénévole m'a traduit»

0:43:25.293,0:43:28.395
Ils ont laissé ma question sans réponse.

0:43:28.395,0:43:32.326
Le traducteur a refusé de traduire, je lui ai demandé à plusieurs reprises de le faire. Il a traduit de mon appel quelques phrases absolument formellement.

0:43:36.873,0:43:40.541
Les juges ne comprennent pas et ne veulent pas comprendre l'essence de ce que j'ai dit.

0:43:42.174,0:43:46.724
Le traducteur lui-même me comprend mal en russe et le français traduit mal, ne traduit pas 80% de ce que j'ai dit.

0:43:52.500,0:43:55.867

Le président interdit au traducteur de traduire les détails, en disant que ce n'est pas important pour lui.

0:43:57.527,0:44:00.306
Ce n'est peut-être pas important pour lui, mais mon dossier est important.

0:44:00.306,0:44:04.447
Je suis arrivé là-bas sans quinze neuf.

0:44:04.447,0:44:09.059
Je pense que l'audience a commencé vers 9 heures 8 minutes.

0:44:09.059,0:44:13.811
Eh bien, à 9:05, jusqu'à 10:53 elle a duré.

0:44:13.811,0:44:18.773
Et le président était pressé.

0:44:18.773,0:44:21.654
J'ai dit: "Pourquoi êtes-vous pressé? Je suis venu ici pour ça,je vis dans de mauvaises conditions. Pourquoi vous me bâillonnez ?

0:44:25.007,0:44:27.450
Pourquoi le traducteur ne traduit rien, Il crache juste sur tous mes appels à lui.

0:44:30.949,0:44:34.258
De Souza a dit :" Je ne connais pas leurs noms. C'est le président."

0:44:34.258,0:44:38.074
J'ai demandé: "Président du CNDA ou président de ce collège?"

0:44:38.074,0:44:42.692
Il a répondu:"Président du collège" Tout, il ne m'a dit aucun nom de famille: ni le nom de l'interprète, ni celui des juges, ni celui du greffier

0:45:00.000,0:45:04.049
La première femme est passée devant la caméra, s'est excusée, et la seconde m'a écouté et a fait le tour pour ne pas gâcher l'image. C'est-à-dire que les gens ordinaires sont respectueux, et les représentants du pouvoir se comportent grossièrement, mal éduqués, seulement parce que je suis un défenseur des droits humains et que je demande l'application de la loi, juste faire respecter la loi.

0:45:22.782,0:45:26.905
Voici le moment : quand le juge gris a posé la question : "Qu'est-ce qui vous menace si vous revenez maintenant en Russie", j'ai indiqué:

0:45:34.642,0:45:37.958
"La première chose est une décision frauduleuse de privation de liberté. Mais ce n'est pas le pire-le fait de l'emprisonnement."

0:45:42.067,0:45:44.303
Il a demandé: «Pour quelle durée avaient-ils décidé de vous mettre en prison?»

0:45:44.303,0:45:47.820

J'ai répondu: "Pour quelques mois, 2 ou 3 peut-être, mais ce n'est pas ce qui compte, ce n'est pas le fait même de la privation de liberté et non la durée. Il est important que dans ces conditions, il est possible de falsifier toute accusation an raison de non-enregistrement d'actes criminels des fonctionnaires et de la mise en place d'une base pour falsification pour prolonger le délai pour les infractions farfelues.

0:46:06.361,0:46:09.430
Le traducteur a peur à traduire des phrases dangereuses. J'ai dit: "Vous n'avez pas peur, c'est moi qui l'ai dit, ce n'est pas vous. Votre devoir est de traduire"

0:46:16.756,0:46:20.718
Il a dit: «Ne m'empêchez pas de travailler»- «Travailler».

0:46:20.718,0:46:24.303
J'ai finalement exprimé la première raison si je reviens.

0:46:24.303,0:46:26.178
La deuxième raison est la falsification de la dette sur la pension alimentaire, qui prévoit un article pénal sur la privation de liberté et troisième cause, confirmée par la chef de service de l'hôpital Madame Brigitte Bellmas. Elle a dit qu'elle n'était pas à blâmer que je suis détenu, privé de liberté. C'est un ordre du préfet.

0:46:48.017,0:46:55.175
J'ai dit au juge: le préfet a truqué les motifs incarcération au Commissariat puis à l'hôpital, lui-même ne comprenant pas ce qu'il fait, il a créé artificiellement une troisième cause un troisième levier pour les corrupteurs russes, pour me priver de liberté si j'étais en Russie.

0:47:11.222,0:47:15.367
Ils peuvent profiter de l'effet de levier qu'ils utilisent dans tous les pays contre les défenseurs des droits de l'homme, à savoir reconnaître une personne malade. C'est tout.

0:47:22.016,0:47:26.976
Vous avez déjà 3 motifs. Pour tout peut être accroché et pour quelque raison que ce soit, je vais être mis derrière les barreaux, pas dans le but de m'emprisonner depuis quelque mois, mais dans le but falsifier d'autres motifs et prolonger ma détention et torturer.

0:47:40.178,0:47:42.227
Grace aux citoyens français ordinaires, j'ai pu me préparer à ce procès, certainement pas complètement parce qu'il est impossible en quelques jours de préparer le matériel qui je devais préparer depuis tous les longs mois de vie dans la rue. Mais j'ai au moins un peu pu me reposer, se rassembler avec des pensées, envoyer des matériaux par fax ou e-mail, bien que ce soit difficile: sans argent, je ne peux pas envoyer beaucoup de matériel, mais j'ai eu une petite chance de préparer mon dossier, afin qu'en cas de refus de corruption j'avais les preuves que ces violations avaient été commises intentionnellement.

0:48:23.095,0:48:24.049
Donc j' ai cette preuve.

0:48:24.049,0:48:25.600
Grace aux citoyens français ordinaires

Annexe 3

152e année. - N°28 Samedi 11 juillet 2020

JOURNAL OFFICIEL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Associations et fondations d'entreprise

D.I.L.A
serialNumber=S6910003,CN=D-ILA - SIGNATURE DILA,organizationIdentifier=NT-RFR-13000918600011,OU=0002 13000918600011,O=DILA,C=FR
75015 Paris
2020-07-11 09:01:00

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Premier ministre
Direction de l'information légale et administrative

www.journal-officiel.gouv.fr

Associations **Fondations d'entreprise**

Associations syndicales de propriétaires **Fonds de dotation**

Fondations partenariales

Annonce n° 38

06 - Alpes-Maritimes

ASSOCIATIONS

Créations

Déclaration à la préfecture des Alpes-Maritimes
CONTRÔLE PUBLIC.
Objet : contrôler et lutter contre la corruption au sein des pouvoirs publics et des organisations exerçant des fonctions publiques y compris dans les organisations internationales ; étudier, débattre et formuler un avis sur le respect de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, tant en droit qu'en pratique, et sensibiliser le public à ces questions par ces moyens et d'autres moyens appropriés ; développer, avoir des débats et reconnaissance de nouvelles idées et de nouveaux principes relatifs aux droits de l'homme ; représenter dans les organes pouvoirs, ainsi qu'aux organismes s'occupant des affaires publiques et des défenses des droits de l'homme, de critiques et propositions touchant l'amélioration de leur activité et d'attirer l'attention à tout aspect de leur travail qui risque d'entraver ou empêcher la promotion, la protection et la mise en œuvre des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; utiliser tous les moyens légaux, y compris les enregistrement vidéo, pour rendre les activités des personnes publiques transparentes ; publier, diffuser libres des opinions, des informations et des connaissances sur l'ensemble des droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales ; aider les étrangers à exercer leurs droits et libertés fondamentaux garantis par les traités internationaux
Siège social : 111, boulevard de la Madeleine, 06004 Nice cedex 1.
Date de la déclaration : 6 juillet 2020.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES

Direction de la réglementation
de l'intégration et des migrations
B.A.R.P. - P.R.U.
06286 NICE CEDEX 3

Le numéro W062016541
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de CREATION

de l'association n° W062016541

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Préfet des Alpes-Maritimes

donne récépissé à **Monsieur le Président**
d'une déclaration en date du : **06 juillet 2020**
faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

CONTRÔLE PUBLIC

dont le siège social est situé : 111 boulevard de la Madeleine
06004 Nice cedex 1

Décision prise le : **14 juin 2020**

Pièces fournies : liste des dirigeants
Procès-verbal
Statuts

Nice, le 06 juillet 2020

Pour le préfet,
Le chef du bureau des affaires
réglementaires et de proximité

Jean-Christophe BOUTONNET